

CONJONCTURE ECONOMIQUE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Actualisation au 6 mai 2025

L'activité progresse modérément en ce début 2025. Au niveau national, le PIB augmente quelque peu au 1^{er} trimestre (+0,1 %). Dans la région, les enquêtes de conjoncture font état d'une hausse de l'activité dans la majorité des secteurs d'activité. Cependant, le marché du travail se rétracte depuis fin 2024. L'emploi salarié se replie (-0,4 %) tandis que le taux de chômage diminue légèrement au 4^e trimestre 2024. L'intérim, qui est un indicateur avancé de la situation économique, continue de se replier sur cette fin d'année. Au 1^{er} trimestre 2025, la demande d'emploi de catégorie A augmente nettement en raison d'évolutions administratives et de politique publique qui s'ajoutent à un contexte économique morose. Après une importante augmentation en 2023, les procédures collectives et restructurations progressent nettement en 2024.

1

► L'ACTIVITE PROGRESSE LEGEREMENT 1^{ER} TRIMESTRE 2025

Le produit intérieur brut (PIB) français en volume rebondit quelque peu au 1^{er} trimestre 2025 (+0,1 % après -0,1 %), tiré par la contribution des variations des stocks¹. La consommation des ménages est atone ce trimestre et l'investissement diminue. Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance : les exportations diminuent ce trimestre tandis que les importations progressent.

Par ailleurs, le climat des affaires reste morose en avril. Il continue de se dégrader en particulier dans le bâtiment tandis qu'il se redresse nettement dans l'industrie tout en demeurant en dessous sa moyenne de longue période.

UNE HAUSSE D'ACTIVITE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Dans la région, d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France², la production industrielle augmente modérément depuis le début de l'année 2025. Le climat des affaires et les commandes progressent entre janvier et mars. La production est vigoureuse dans les matériels de transports mais les commandes restent insuffisantes pour permettre le renouvellement des carnets et des difficultés d'approvisionnement apparaissent. La production rebondit nettement en mars dans la fabrication d'équipements électriques. Dans les autres produits industriels, en particulier dans la

¹ La variation des stocks en comptabilité nationale est un indicateur économique qui traduit l'évolution de la réserve de biens stockés dans une économie sur une période donnée. Cette variation mesure l'accroissement ou la diminution des stocks de matières premières, de produits en cours de fabrication ou de produits finis.

² « [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, avril 2025.

fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, la production augmente mais les carnets de commande diminuent.

À l'inverse dans l'industrie agroalimentaire, la production se rétracte ce trimestre en lien avec la baisse de la demande.

Dans les services marchands, l'activité est globalement stable en avril dans la plupart des secteurs, à l'exception des transports et de l'entreposage où elle redémarre.

L'activité dans le bâtiment repart légèrement, portée par le second œuvre.

LES RESTRUCTURATIONS AUGMENTENT EN 2025

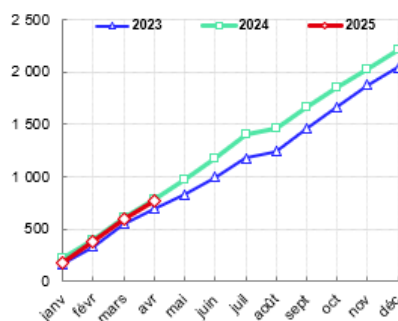
Le nombre de défaillances d'entreprises est moins importants entre janvier et avril 2025 qu'à la même période en 2024 mais les emplois menacés par ces procédures sont plus nombreux. 770 procédures collectives ont été ouvertes dans la région entre janvier et avril 2025 (sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire directe) contre environ 790 sur la même période en 2024. Le nombre d'emplois menacés augmente en un an : près de 2 660 salariés travaillent dans une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective, soit +3,7 % sur un an.

Le nombre d'emplois menacés augmente dans la moitié des départements de la région à savoir en Côte-d'Or, dans le Doubs, l'Yonne et le Territoire de Belfort.

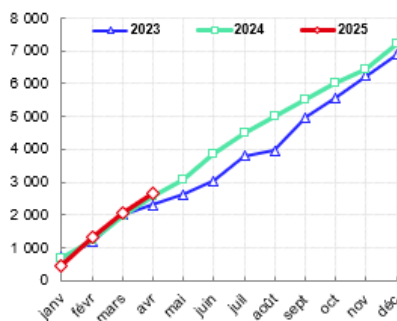
Les ruptures de contrats de travail envisagées dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) sont plus élevées entre janvier et avril 2025 que sur cette même période en 2024.

Procédures collectives RJ ou LJ directe

Ouvertures de procédures collectives - cumul

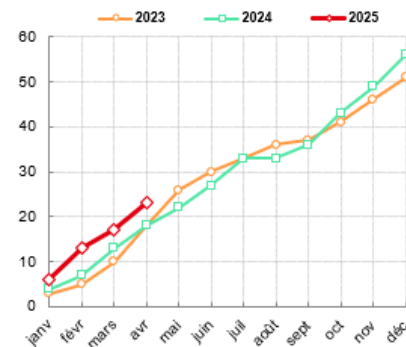


Emplois menacés - cumul mensuel

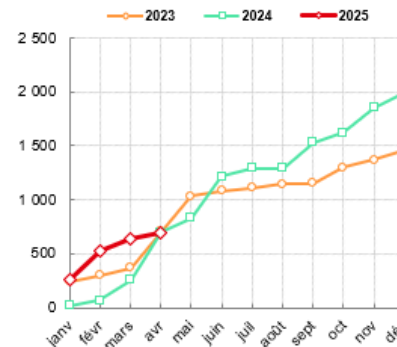


Plan de sauvegarde pour l'emploi

Nombre de dossiers - cumul mensuel



Ruptures de contrat envisagées* - cumul mensuel



*Ce nombre de suppressions de postes est celui indiqué après validation de la procédure par l'autorité administrative. S'il n'y a pas d'informations sur le nombre de suppressions on prendra s'il existe le nombre envisagé à l'ouverture du dossier.

Source : DGEFP-Dares – SI RupCo.

Champ : tous les établissements de la région impactés par un PSE /RCC dans notre région ou ailleurs

PEU DE RECOURS A L'ACTIVITE PARTIELLE

Le dispositif d'activité partielle permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou de suspendre leur activité, tout en compensant en partie la perte de salaire de leurs salariés. Le maintien de l'emploi et des compétences au sein des entreprises doit leur permettre ainsi de redémarrer plus rapidement leur activité. Au 4^e trimestre 2024, le recours à l'activité partielle est faible. Il reste cependant relativement élevé dans la métallurgie mais diminue nettement par rapport au début d'année dans la fabrication de matériels de transport, le transport et l'entreposage et la construction.

Une consommation d'activité partielle limitée en 2024

	janv.-24	févr.-24	mars-24	avr.-24	mai-24	juin-24	juil.-24	août-24	sept.-24	oct-2024 *	nov-2024 *	déc-2024 *
Décisions d'autorisations												
Nombre d'établissements couverts	398	422	396	364	316	292	274	248	278	295	300	299
Heures autorisées	891 449	910 700	874 014	843 807	729 876	775 998	861 696	756 222	766 955	931 291	739 861	859 928
Nombre de salariés couverts	33 309	34 242	32 660	32 406	29 763	29 339	28 126	27 845	28 726	26 904	25 893	25 852
% salariés couverts	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Demandes d'indemnités												
Nombre d'établissements	221	234	226	197	188	168	159	89	142	173	146	151
Heures indemnisées	211 994	275 495	184 288	177 515	160 600	108 823	108 708	37 120	77 608	116 110	69 728	94 019
Nombre de salariés indemnisés	8 275	8 199	7 623	6 953	6 478	4 271	4 788	1 618	2 604	3 888	2 143	2 891
% salariés indemnisés	1%	1%	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Taux de consommation												
heures indemnisées / heures autorisées	24%	30%	21%	21%	22%	14%	13%	5%	10%	12%	9%	11%

Source : DGEFP-Dares

*Les données sont provisoires. À partir du mois d'octobre elles sont estimées à partir du SI APART.

Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises ; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.

LE MARCHE DU TRAVAIL FLANCHE

L'EMPLOI SALARIE DIMINUE NETTEMENT AU 4^E TRIMESTRE 2024

Depuis 2022, l'emploi salarié est quasiment stable en Bourgogne-Franche-Comté. Au 4^e trimestre 2024, il recule nettement (-0,4 %). Au niveau national, il diminue également (-0,3 %), une première depuis la crise sanitaire. L'emploi public en hausse depuis deux ans dans la région se rétracte et l'emploi privé enregistre sa plus forte baisse depuis 2016 (hors crise sanitaire). L'emploi salarié diminue de nouveau dans la construction (-0,6 %) en lien avec les difficultés rencontrées dans l'immobilier. Il baisse également dans les services marchands hors intérim (-0,3 %), en particulier dans les services aux entreprises, les services immobiliers et financiers. Dans l'industrie, l'emploi se stabilise (-0,1 %), les effectifs progressant

L'emploi et le chômage au T4 2024

T4 2024	Emploi salarié		Taux de chômage	
	Effectifs (en milliers)	évol. trim.	Niveau	évol. trim.
Côte-d'Or	223	-0,5%	5,7	-0,2
Doubs	198	-0,4%	6,9	-0,1
Jura	88	-0,4%	5,2	-0,2
Nièvre	64	-0,5%	6,7	-0,1
Haute-Saône	69	-0,8%	6,5	-0,2
Saône-et-Loire	191	-0,6%	6,4	-0,3
Yonne	110	-0,1%	7,1	-0,2
Territoire de Belfort	49	-0,1%	8,8	-0,2
Bourgogne-Franche-Comté	992	-0,4%	6,5	-0,2
France hors Mayotte	27 072	-0,3%	7,3	-0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi. Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim. Traitement Sese Dreets Bourgogne-Franche-Comté.

notamment dans l'industrie agroalimentaire (+0,2 %) mais reculant dans la fabrication de matériels de transports (-1,1 %).

L'emploi salarié recule dans tous les départements de la région à l'exception de l'Yonne et du territoire de Belfort où il est stable. La baisse est particulièrement marquée en Haute-Saône (-0,8 %) où les baisses d'effectifs dans la construction et les services marchands hors intérim sont les plus élevées.

Toutefois, le taux de chômage au sens du BIT baisse légèrement au 4^e trimestre 2024 dans la région (-0,2 point). Il s'élève à 6,5 % de la population active et reste à un niveau faible. Cependant, le halo autour du chômage augmente, en particulier chez les 15-24 ans.

Le taux de chômage diminue dans l'ensemble des départements de la région. Néanmoins, il augmente quelque peu dans la zone frontalière (cf. encadré).

LES DIFFICULTES DU SECTEUR HORLOGER

L'horlogerie suisse, principal débouché des entreprises régionales horlogères (majoritairement sous-traitantes) est aussi un important employeur de main d'œuvre frontalière.

Le secteur horloger suisse connaît depuis quelques mois une importante baisse de la demande, en particulier celle venant de Chine, son principal débouché. Des milliers de salariés seraient actuellement en chômage partiel dans ce secteur, ce qui pourrait se transformer dans les prochains mois par un nombre important de licenciements, en particulier chez les frontaliers.

L'INTERIM DIMINUE DE NOUVEAU

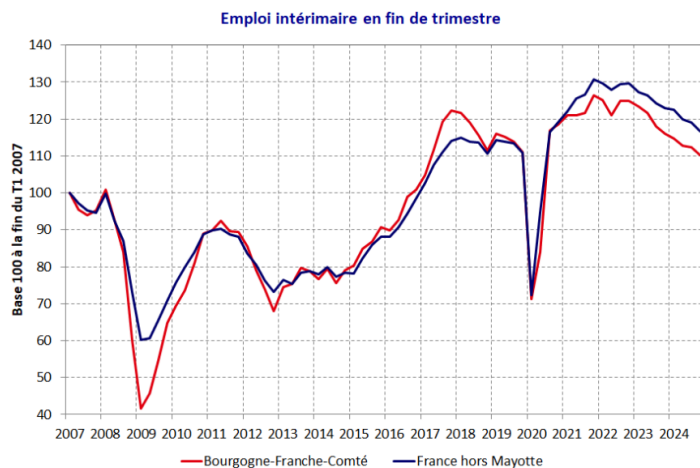
Près de 32 000 intérimaires sont comptabilisés fin décembre 2024 dans les entreprises de travail temporaire de la région. Après une diminution relativement contenue le trimestre précédent, l'emploi intérimaire se replie plus fortement : -2,2 %, soit 710 intérimaires en moins. Au niveau national, le nombre d'intérimaires recule dans les mêmes proportions (-2,3 %). Cette baisse est relativement contenue par rapport à d'autres régions françaises. L'emploi intérimaire recule dans tous les départements à l'exception de la Saône-et-Loire. Il s'agit du huitième trimestre consécutif de baisse.

La baisse est particulièrement marquée dans le Territoire de Belfort (-8,6 %) où les effectifs intérimaires diminuent de près d'un quart dans la fabrication d'autres produits industriels, en particulier dans la fabrication de produits en caoutchouc et plastique, et dans les transports et l'entreposage. Dans une moindre mesure, l'intérim diminue dans la fabrication de matériels de transport (-10,7 %).

L'emploi intérimaire recule également fortement dans la Nièvre (-4,7 %) et en Haute-Saône (-3,9 %).

Le recours à l'intérim des établissements de la région, qui reflète davantage l'activité économique diminue un peu moins fortement (-1,7 %).

L'intérim (recours et emploi) diminue principalement dans les transports et l'entreposage, l'hébergement restauration et la fabrication d'autres produits industriels tandis qu'il progresse dans la construction, la fabrication de matériels de transport et l'industrie agroalimentaire.



Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese DREETS Bourgogne-Franche-Comté.

LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATEGORIE A AUGMENTE NETTEMENT A LA SUITE D'ÉVOLUTIONS ADMINISTRATIVES³

Dans un contexte économique morose, la demande d'emploi de catégorie A augmente nettement au 4^e trimestre 2024 en Bourgogne-Franche-Comté (+9,7 %) pour toutes les tranches d'âge et quel que soit le sexe. En France métropolitaine, elle progresse dans les mêmes proportions. Dans la région, la demande d'emploi de catégorie A progresse sur un an (+15,3 %). Cette hausse s'explique essentiellement par la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Par conséquent, la demande d'emploi de catégorie A augmente très fortement chez les moins de 25 ans (+38,1 %). La demande d'emploi de catégorie A croît dans tous les départements de la région : de +6,2 % dans le Territoire de Belfort à +11,8 % dans le Doubs.

Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

		1er trim 2024	4e trim 2024	1er trim 2025	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Demande d'emploi	catégorie A	101 040	106 210	116 530	9,7	15,3
	catégorie B	31 810	31 460	30 480	-3,1	-4,2
	catégorie C	62 870	62 130	62 170	0,1	-1,1
	catégorie ABC	195 720	199 790	209 170	4,7	6,9
	Cat A hors RSA,Pacea,CEJ,AIJ	77 800	81 400	86 180	5,9	10,8
	Cat ABC hors RSA,Pacea,CEJ,AIJ	163 860	166 470	170 210	2,2	3,9
Femmes	catégorie A	48 100	50 190	55 260	10,1	14,9
	catégorie ABC	99 640	101 050	105 480	4,4	5,9
Moins de 25 ans	catégorie A	14 580	15 650	21 610	38,1	48,2
	catégorie ABC	25 560	26 480	32 510	22,8	27,2
50 ans et plus	catégorie A	28 730	29 970	30 840	2,9	7,3
	catégorie ABC	55 110	56 160	56 740	1,0	3,0
Demande d'emploi de longue durée ABC	Effectif	86 570	87 760	88 850	1,2	2,6
	poids	44,2	43,9	42,5	-1,4	-1,8

Source: STMT DARES France Travail, données CVS.

Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à

³ Pour en savoir plus : « [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS et France Travail Bourgogne-Franche Comté, avril 2025

France Travail. La demande d'emploi de catégorie A hors RSA, PACEA, CEJ, AIJ augmente de 5,9 % sur le trimestre et de 10,8 % sur un an dans la région. Cette augmentation est due en grande partie à une évolution dans la procédure d'actualisation. Depuis novembre 2024, les personnes inscrites en cours de mois ne peuvent plus déclarer une activité exercée dans le mois si elle est antérieure à leur inscription. Depuis janvier 2025, les personnes s'inscrivant à France Travail qui n'ont pas de contrat d'engagement signé avec l'organisme en charge de leur accompagnement, et qui par ailleurs ne sont pas indemnisables à une allocation versée par France Travail, ne sont plus invitées à s'actualiser : ainsi, elles ne peuvent plus déclarer d'activité réalisée dans le mois et ne sont pas susceptibles d'être désinscrites pour défaut d'actualisation.

POUR EN SAVOIR PLUS

PUBLICATIONS REGIONALES :

- « [L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, mars 2025.
- « [Conjoncture de l'emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », Insee, Urssaf et DREETS Bourgogne-Franche-Comté, mars 2025.
- « [Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, à venir mai 2025.
- « [Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, à venir mai 2025.
- « [Fiches territoires](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, à venir mai 2025.
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS et France Travail Bourgogne-Franche-Comté, avril 2025.
- [Tableau de bord de la conjoncture Bourgogne-Franche-Comté](#), Insee (emploi, chômage, etc.).
- « [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, avril 2025.

PUBLICATIONS NATIONALES :

- « [Note de conjoncture nationale de l'Insee](#) », Insee.
- [Tableau de bord de la conjoncture](#), Insee (PIB, emploi, chômage, production, etc.).
- « [Chiffres du commerce extérieur](#) » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :
https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Émilie Vivas / Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet

25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr